

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FEDERAL-MOGUL GARENNES SAS

Route d'Anet
BP 5
27780 Garennes-sur-Eure

Références : UBDEO.2024.03.103.ERC.AB
Code AIOT : 0005800621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement FEDERAL-MOGUL GARENNES SAS implanté Route d'Anet BP 5 27780 Garennes-sur-Eure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEDERAL-MOGUL GARENNES SAS
- Route d'Anet BP 5 27780 Garennes-sur-Eure
- Code AIOT : 0005800621

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FEDERAL MOGUL est implantée sur le territoire de la commune de Garennes sur Eure. Elle a été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2007 à poursuivre ses activités de fabrication de segments de piston pour l'industrie automobile comprenant notamment un atelier de traitement de surface (chromage).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 7.3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Sécurisation des substances et préparation dangereuses	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 8.1.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 1.2.1	Sans objet
2	Conduits, rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.2	Sans objet
3	Rejet atmosphérique s	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 9.2.1	Sans objet
4	Valeurs limites des rejets atmosphérique s	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.3	Sans objet
5	Valeurs limites et condition rejet COV	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.4.2	Sans objet
6	Transmission auto-surveillance rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 9.3.2	Sans objet
7	Plan gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.4.3	Sans objet
8	Quantité de déchet des	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 5.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	bains sur site		
9	Registre déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
10	Consigne d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 8.1.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la visite, il n'est pas proposé de sanction administrative. L'exploitant doit répondre aux actions correctives et aux demandes de l'inspection dans les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : Tableau de classement
<p>Constats :</p> <p>Un point a été réalisé sur la situation administrative du site.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 2 mars 2007 a acté l'actualisation du tableau de classement de l'entreprise Federal Mogul.</p> <p>L'exploitant a bénéficié de l'antériorité vis-à-vis des rubriques 4000 sans toutefois atteindre les seuils de classement Seveso. Le tableau de classement a été mis à jour suite au récépissé des droits acquis en date du 19 octobre 2016.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'aucune modification d'activité, ni de substance ou de produits dangereux n'a été opérée sur son site depuis la dernière mise à jour.</p> <p>Le site est régi sous le régime de l'autorisation pour l'utilisation de trioxyde de chrome, rubrique 4120-2a : toxicité aiguë catégorie 2 (antériorité de la rubrique 1111) et sous le régime de l'enregistrement pour l'activité de travail mécanique des métaux (rubrique 2560) et pour l'activité de traitement de surface (rubrique 2565).</p> <p>Les rubriques suivantes sont régies sous le régime de la déclaration:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4510 : Dangereux pour l'environnement - 2575 : Emploi de matières abrasives - 2564 : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces - 2921 : Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduits, rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits, rejet atmosphérique
Prescription contrôlée : Conduits, installations raccordées et Conditions générales de rejet N° de conduit Installations raccordées Débit nominal en Nm3/h 1 Cuves de traitement de surface 5 500 2 Déchromage 4 700 3 Usinage / Filtre à manche MVF. 2,5/2,5- 32 000 4 Usinage / Filtre à manche MVF. 2,5/1,5- 5 000 Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
Constats : L'exploitant informe que le conduit 4 correspondant à l'installation usinage/filtre à manche VF.2,5/2,5, débit nominal 5 000 Nm3/h a été supprimé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est de la responsabilité de l'exploitant d'informer l'inspection des modifications apportées à l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

<p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur : [...] les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par les articles 3.2.3 et 3.2.4.2 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les rapports de mesures des concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques des 3 dernières années. Les prélèvements ont été réalisés en date du : - 17/10/2023 au 18/10/2023 - 22/09/2023 - 11/10/2021 au 12/10/2021.</p> <p>Les vérifications sont réalisées annuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.</p> <p>Concentrations en mg/Nm³</p> <p>Conduit n° 1 Acidité totale exprimée en H⁺ : 0,5 mg/Nm³ Cr total : 1 mg/Nm³ Alcalins, exprimés en OH⁻ : 10 mg/Nm³ Cr VI : 0,1 mg/Nm³</p> <p>Conduit n° 2 Acidité totale exprimée en H⁺ : 0,5 mg/Nm³ Cr total : 1 mg/Nm³ Alcalins, exprimés en OH⁻ : 10 mg/Nm³ Cr VI : 0,1 mg/Nm³</p>

Conduit n° 3

Poussières totales : 40 mg/Nm³

Métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V) : 5 mg/Nm³

Conduit n° 4

Poussières totales : 40 mg/Nm³

Métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V) : 5 mg/Nm³

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectuées selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport des mesures de concentrations en polluant dans les rejets atmosphériques, réalisé par SOCOTEC du 17/10/2023 au 18/10/2023.

Une corrélation entre les désignations des conduits du rapport de mesure et leur dénomination dans l'arrêté préfectoral a été réalisée pour les identifier.

Le conduit 1 correspond à l'installation cuves de traitement de surface et il est identifié : devisiculeur ;

Le conduit 2 correspond à l'installation déchromage et il est identifié : laveur gaz ;

Le conduit 3 correspond à l'installation usinage/filtre à manche VF.2,5/2,5, débit nominal 32 000 Nm³/h et il est identifié : aspirateur à copeaux.

La synthèse des conclusions du rapport des mesures des rejets atmosphériques conclut sur des résultats conformes pour l'ensemble des conduits à l'exception du paramètre alcalinité pour l'installation de laveur gaz (conduit 2).

Les résultats des mesures par installations présentent de nombreuses incohérences par rapport au tableau récapitulatif des résultats, notamment:

- les VLE (Valeurs Limites d'Émissions) à respecter ne sont pas mentionnées,
- pour l'installation : laveur gaz, les résultats des mesures de chrome VI et de l'alcalinité sont au-dessus des VLE réglementaires et elles n'apparaissent pas comme telles.
- pour l'installation : dévisiculeur, la concentration mesurée de chrome VI est au-dessus de la VLE réglementaire et elle n'apparaît pas comme non conforme.

Le rapport des mesures de concentrations en polluant dans les rejets atmosphériques réalisées le 22/09/2022 par SOCOTEC a été présenté. Les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques sont conformes aux dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral.

Le rapport des mesures de concentrations en polluant dans les rejets atmosphériques réalisées le 02/11/2021 par SOCOTEC a été présenté. Les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques sont conformes aux dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral.

Suite à l'inspection, l'exploitant a pris contact avec SOCOTEC pour éclaircir les résultats du rapport des mesures de concentrations en polluant dans les rejets atmosphériques de 2023. SOCOTEC a constaté une erreur dans leur outil à l'origine du calcul de la concentration du

<p>Chrome VI et il a également admis avoir oublié de renseigner les concentrations des VLE de chrome VI pour les installations laveur gaz et dévésiculeur ce qui explique l'absence de déclaration de conformité et affirme ne pas avoir constaté d'écart sur le résultat de l'alcalinité.</p> <p>A la suite de cet échange, l'exploitant a communiqué un nouveau rapport des mesures de concentrations en polluant dans les rejets atmosphériques. Ce rapport annule et remplace le rapport des mesures réalisées par SOGOTEC, du 17 au 18/10/2023.</p> <p>Ce rapport présente des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques conformes aux dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral. Cependant, il est à noter que les concentrations des paramètres acidité et alcalin n'ont pas été réintégrés dans le rapport pour le conduit 2 : laveur de gaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est de la responsabilité de l'exploitant de contrôler les documents transmis par ses prestataires et de vérifier où se situent les valeurs mesurées par rapport aux valeurs limites d'émission et d'engager, le cas échéant les actions correctives nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites et condition rejet COV

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et condition rejet COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies à l'article 3.2.1.</p> <p>Si le flux horaire total de COV émis sous forme canalisée ou diffuse dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. En outre, si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la déclaration GERE de 2022, la consommation annuelle de solvant utilisée par l'exploitant est de 10,5 tonnes.</p> <p>L'exploitant ne communique pas annuellement à l'inspection le flux annuel des émissions diffuses de solvant et notamment, il ne contrôle pas, que les émissions diffuses ne dépasse pas 25 %, de la quantité de solvants utilisés.</p> <p>Lors de la visite, le calcul a été réalisé pour l'année 2022. Il apparaît que le flux annuel des émissions diffuses est à 4 % et ne dépasse pas les 25 %.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit transmettre annuellement le flux annuel des émissions diffuses de solvant à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission auto-surveillance rejets atmospherique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission auto-surveillance rejets atmospherique
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports d'analyse ou de mesure dans le mois suivant la réception des résultats avec une description des actions correctives mises en place si nécessaire.
Constats : Lors de la précédente inspection DREAL réalisée, le 05/10/2017, il avait été rappelé à l'exploitant de transmettre annuellement à l'inspection, les résultats d'auto-surveillance des rejets atmosphériques, eaux souterraines et eaux de surface... Or, à la suite de la précédente inspection, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les rapports de mesures des concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre annuellement, les résultats de l'auto-surveillance des rejets air. En cas de non-respect de cette prescription, l'exploitant s'exposera à des sanctions administratives et pénales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 3.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation et permettant d'estimer les émissions diffuses. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan de gestion de solvants sera élaboré selon le document « Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants » (version finale décembre 2003, rédigé par l'INERIS) ou selon une autre méthode au moins équivalente. L'exploitant transmettra au 31 janvier de l'année N à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants pour l'année N-1 et l'informerá de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Les données des entrées et des sorties de solvants sont transmises à l'inspection via la déclaration

GEREP.

L'inspection mentionne à l'exploitant qu'à aucun moment il ne renseigne les émissions diffuses rejetées dans sa déclaration GERE.

L'exploitant déclare que la seule source des entrées de matière provient des quantités de solvant organique à l'état pur et/ou contenues dans les préparations achetées et utilisées (I1 dans le calcul du plan de gestion des solvants (PGS)) et que la seule sortie sont les solvants contenus dans les déchets (O6 dans le calcul du PGS). Ainsi, pour l'installation les émissions totales correspondent aux émissions diffuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit renseigner les émissions diffuses dans le plan de gestion des solvants et dans la déclaration GERE et les communiquer annuellement à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Quantité de déchet des bains sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de déchet des bains sur site

Prescription contrôlée :

[...] La quantité des bains usés de chromage entreposée sur le site ne doit pas dépasser les quantités suivantes : 8 m³ soit environ 10 tonnes.

Constats :

La quantité des bains usés n'est pas suivi informatiquement. Les bains usés sont stockés en cuves. La cuve est munie d'un flotteur indiquant le niveau de déchets. Lorsque le volume stocké est d'environ 80 %, l'exploitant déclenche un enlèvement de ces déchets.

Le dernier bordereau de suivis de déchets dangereux a été présenté par l'exploitant. 9,16 tonnes, d'acide chromique ont été extraits du site, le 22/01/2024.

Les quantités enlevées d' «acide chromique» figurant dans le registre des déchets 2023 sont de :

- 11,68 tonnes le 27 mars 2023,
- 12,34 tonnes le 1er août 2023,
- 19,02 tonnes le 2 août 2023,
- 13,02 tonnes le 28 novembre 2023.

En août, une vidange annuelle est réalisée des bains d'acide chromique et le nettoyage des cuves, c'est ce qui explique les volumes importants des déchets d'acide chromique.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une évacuation plus fréquente des baignoires usées d'acide chromique afin de respecter la prescription sus-citée, c'est-à-dire, stocker une quantité maximale de 10 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <p>- la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <p>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</p> <p>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</p> <p>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</p> <p>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <p>- l'adresse de l'établissement ;</p> <p>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p>

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant a communiqué son registre des déchets dangereux et non dangereux.

Ce document intègre les éléments suivants :

- date d'intervention,
- numéro bordereau des déchets dangereux,
- dénomination du déchet
- code nomenclature
- numéro CAP pour les déchets dangereux,
- nom du collecteur/transporteur
- quantités estimées principalement pour les déchets dangereux
- code traitement
- destination de traitement
- classification TENNECO
- quantité réelle traitée

L'exploitant doit compléter son registre de déchet en précisant les éléments suivants :

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- l'adresse de l'établissement, concernant l'origine du déchet ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet,
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un

éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

Par sondage, l'inspection a consulté deux bordereaux de suivis de déchets dangereux (BSD-20230309-KG2S859Y0 et BSD-20230604-09QYK33WT) pour contrôler la bonne retransmission des informations dans le registre des déchets. L'inspection n'a pas d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son registre avec les éléments définis à l'article 2 de l'arrête du 21 mai 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 8.1.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Consigne d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment

la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;

les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;

la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;

les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;

les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.
L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un planning stipulant les actions à effectuer lors de l'arrêt de l'installation en août durant 2 semaines.

Il reprend :

- le pompage et le nettoyage des huiles solubles ;
- le pompage et le nettoyage du traitement de surfaces ;
- l'entretien des tours aéroréfrigérantes.

L'exploitant n'a pas transmis les consignes d'exploitation à effectuer lors de l'arrêt et la remise en service de l'installation que ce soit lors de l'entretien annuel ou en cas d'accident ou d'incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir et tenir à disposition de l'inspection sous un délai de 2 mois, les consignes d'exploitation pour l'activité de traitement de surface lors de l'arrêt et de la reprise de l'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 7.3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Gardiennage et contrôle des accès

Prescription contrôlée :

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage 24/24h est assurée en permanence sur le site.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage ou télésurveillance.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a informé que le site est gardé uniquement le soir et les week-end.

L'accès au site se fait par un premier portail permettant d'accéder au parking des employés, des visiteurs et à une barrière qui protège les accès au site. L'inspection a constaté que cette barrière est cassée. L'exploitant indique qu'un véhicule est entré en collision avec la barrière, la semaine précédant l'inspection et que le sinistre a été déclaré aux assurances.

L'exploitant indique attendre le retour des assurances pour remplacer la barrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit renforcer la sécurité de son site, tant que la barrière est non fonctionnelle. L'exploitant doit transmettre sous un délai d'un mois à l'inspection la facture justifiant que la barrière a été réparée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 12 : Sécurisation des substances et préparation dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurisation des substances et préparation dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les réserves de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur. [...]</p> <p>Art 53, arrêté ministériel du 9 avril 2019</p> <p>[...]Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le local de stockage des produits dangereux et notamment du trioxyde de chrome était fermée mais pas verrouillée (le cadenas du local était ouvert).</p> <p>Sachant qu'en plus la barrière donnant l'accès au site est cassée et est ainsi ouverte en permanence, une vigilance particulière doit être réalisée afin qu'aucune personne n'ait accès à des produits dangereux à l'exception des personnes autorisées.</p> <p>Il est de responsabilité de l'exploitant de sécuriser l'accès aux produits et substances dangereuses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que le local de stockage des produits et des substances de produits dangereux soit en permanence fermé et sécurisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

